

La crise politique du néo-libéralisme dans les pays avancés et la régression néo-libérale au Brésil

Luiz Carlos Bresser-Pereira

Séminaire pour le Groupe de Réflexion sur le
Brésil Contemporain, Paris, EHESS, 23 de
novembre de 2016.

Au capitalisme centrale

La globalisation, le capitalisme des rentiers et de financiers, et l'idéologie néolibérale ont été dominantes entre 1979 et 2008. Ces ont été les Années Néolibérales du Capitalisme. Mais ce temps là est fini.

La globalisation néolibérale est en crise depuis 2008, même que les Etats Unies présentent une croissance stable (et modéré).

1. L'Europe et le Japon continuent presque stagnés ;
2. Le commerce mondial a une croissance nettement inférieure à la croissance du PIB mondial ;
3. Le politique protectionnistes sont adoptées partout ;
4. Les politiques industriels sont chaque fois plus claires.

Il y a des bonnes raisons économiques pour ce recul de la globalisation néolibérale :

1. Les politiques économiques adoptées n'ont pas été une solution pour l'immense suraccumulation rentière que est le problème de base du capitalisme pos Deuxième Guerre Mondiale.
2. Les privatisations de services publiques monopolistes n'a pas signifié un progress quant à l'efficience des entreprises ; elle a simplement donnée une autre application « financière » sure pour les rentiers.
3. La dérégulation des marchés financiers a été prouvée un grand désastre ;
4. La politique de précarisation des contractes de travail pour faire face à les exportations de biens manufacturés par les pays en développement a obtenu quelques résultats en termes de compétitivité, mais à un cout humain et politique majeur.
5. La politique de démantèlement de l'Etat du bien-être social n'a pas marché, un fait doublement heureux : (1) parce qu'elle est une politique fortement inefficent d'augmenter la compétitivité, et (2) parce qu'elle est fortement injuste.

6. Les politiques macroéconomiques basées dans la austérité ont fortement limité la relance de la croissance.
7. Les taux de profit ont été bons, mas les opportunités d'investissement nettement inferieures à la disponibilité de fonds ou épargnes à être investis ;

En somme, le marché n'a pas été capable de donner les réponses que les économistes néoclassiques et néolibéraux attendaient.

Crise politique

Symptômes : Brexit, élection de D. Trump, avance de l'extrême droite en Europe.

Causes immédiate : le proteste des perdants de la globalisation : les moins éduqués, les pauvres, les ruraux, les vieux.

Cause profonde : les élites économiques ont perdu leur idée de nation, et, donc, son solidarité basique avec son peuple ; les nations des états-nations riches a s'affaibli.

La classe capitaliste ou bourgeoisie étai nationaliste ou développementiste parce que ses bénéfices avaient comme origine le marché interne.

Ça a changé :

À cause de la croissance des entreprises ou organisations privées,

- les élites économiques ont cessé d'être formés par des entrepreneurs,
- pour être formés par des cadres professionnels (hauts technobureaucrates privés) ;

À cause de la globalisation de la production par les multinationaux le marché interne a cessé

- d'être la source des dividendes des capitalistes rentier
- et des hauts salaires et bonus des cadres.

La réponse a la crise économique de la globalisation

La ré-régulation des marchés financiers ;

Le protectionnisme ;

Les politiques industrielles.

En somme, un **troisième développementisme** pour les pays riches (le premier a été le mercantilisme, le deuxième, le New Deal et les Années Dorées du Capitalisme), mais :

1. Un développementisme timide'
2. Un développementisme conservateur

La réponse à la crise à la crise politique, au delà de les votes des perdants

Diagnostiquer le problème comme « populisme » et, donc, comme irrationalité.

Ça est définitivement une réponse insuffisante.

Les élites économiques ont besoin d'une idéologie

- où la **solidarité** joue en rôle, comme il arrivait pour le nationalisme économique ;
- où ont aie une **relation dialectique** entre un libéralisme politique modéré et une social-démocratie ;
- où ont aie **une relation aussi dialectique** entre un libéralisme économique modéré et un développementisme limité à la coordination du secteur non-compétitive de l'économie et à une politique macroéconomique active;
- où cette **politique macroéconomique** aie comme préoccupations principales (au lieu de la préoccupation presque exclusive avec l'inflation du néolibéralisme rentier):
 1. la sustentation de la **demande**, suivant la théorie keynésienne ;
 2. l'accord sur des **taux de changes stables** et que tournent compétitives les entreprises compétentes, suivant la théorie nouveau-développementiste ;
 3. la limitation des **endettements** des pays ou états-nations, des gouvernements, des entreprises, de familles, des banques, pour éviter les crises financières.

Bien sur, la **stabilité des prix** continue importante, mais pas l'unique objective, comme on voit dans le néolibéralisme ; pas même le plus importante objective.

Au Brésil (au pays latino-américaines)

On voit une tendance inverse au Brésil.

Le développementisme a été la forme de organisation économique du capitalisme brésilien entre 1930 e 1990.

Il a été un période de grande croissance (1930-1980) et de stagnation économique en raison de l'endettement externe et la haute inflation inertielle, dans les années 1980.

En 1985, la transition démocratique, comme résultat d'un grande accorde social, le Pacte Populaire-Démocratique de 1977.

En 1987, avec **le collapse du Plan Cruzado**, le développementisme, tourné populiste, soufre une grande défaite, et en temps de vide de pouvoir devient dominant ;

En 1988, une nouvelle Constitution, démocratique et progressiste.

En 1989, en conséquence de la feuillure du Plan Cruzado, les leaders de la transition démocratique sont en défait, et un candidat de droite inconnu, Collor de Mello, est élu.

En 1990, après dix ans d'haute inflation et avec dix ans de « retard », le néolibéralisme devient dominant.

Depuis 1990 le libéralisme économique a été la forme dominante d'organisation économique du capitalisme brésilien.

Come au pays riches, le capitalisme devient un Capitalisme des Rentiers et des Financiers.

Même que entre 2003 et 2014, on a eut un gouvernement de gauche.

1. On réalise l'ouverture commerciale en 1990 ;
2. On réalise l'ouverture financière en 1992 ;
3. On transfère le control du taux de change pour le marché en 1999 ;
4. L'objective macroéconomique devient pour le gouvernement l'inflation ;
5. Le problème fondamental pour le gouvernement devient le déficit public ;
6. Les entreprises du secteur non-compétitive (infrastructure principalement) sont privatisées.
7. Les grands gagnants sont les élites néolibérales : les rentiers et les financiers.

Quand, en 2003, un parti politique de gauche, le PT, arrive au pouvoir, rien de ça n'a été changé,

Les deux exceptions :

- On adopte une politique de réduction des **inégalités** qui
 1. réussie en relation à les pauvres et les ouvrier,
 2. mais ne touche les gains de rentiers et financiers (excepté 2011),
 3. au même temps que « oublie » les classes moyennes.
- On adopte des **politique industrielles** (quatre) ; les trois premières, bien définis, son un échec, la quatrième, mal pensée, est un désastre.

Deux gouvernements du PT différents :

Le gouvernement Lula, aidé par le boom des commodities, et para une grande capacité de leadership populaire, termine glorieux.

On est en plein « lulisme » depuis les élections de 2006 (André Singer).

Le gouvernement Dilma, gêné

- par une violente appréciation du real pendant le gouvernement Lula,
- par la basse croissance ;
- par la chute du taux de profit de l'industrie manufacturière et l'accélération de la désindustrialisation ;
- par un gros erreur fiscale en 2014 (les exonérations d'impôts),
- par l'attaque direct que Dilma fais au rentiers et aux financiers,
- par une forte inhabilité politique,
- et par l'scandale de l'opération Lava Jato, qui n'involucre la Président, mais démoralise les partis politiques et les politiciens, particulièrement le PT ;

même que réélue en 2014, ce gouvernement termine en grande crise politique.

Le résultat économique de 26 années de libéralisme économique

La quasi-stagnation. Croissance de 1,3% à l'année, per capita, contre 4,1% entre 1930 et 1980.

Une Grande Récession 2015-2016.

Principaux faits nouveaux qu'expliquent la quasi-stagnation

La perte de compétitivité des entreprises industrielles à partir de 1990, quand le mécanisme que neutralisait la maladie hollandaise est démantelé.

La transformations des épargnes du secteur publique, que étaient positives en les années 1970, deviennent fortement négatives depuis 1980.

Le problème démographique : l'épuisement de l'offre illimité da main d'œuvre pendant les années 2000.

Le résultat politique de la quasi-stagnation et de la politique distributive du PT a été :

Un tournage vers la droite de la classe moyenne traditionnel, partiellement rentier.

Sa radicalisation, que se manifeste, pour la première fois, dans la haine vers le PT et Lula ;

Le coup parlementaire représenté par l'impeachment de Dilma Rousseff en avril 2016.

La grande défaite du PT dans les élections municipales de octobre de 2016.

Principaux causes de la Grande Récession

La chute radicale des prix du soja et le minier de fer en le deuxième semestre de 2014.

La crise financière des entreprises industrielles, qui a été causé par sept années de taux de change fortement surévalué.

Mais en 2015 le pays, au delà de la récession, se voit dans une crise fiscale – le superavit primaire se transforme end déficit et la dette brute augment

Les économistes libéraux expliquent la récession par une « crise fiscale structurelle » causé par le « populisme » du PT, même que pendent 11 des douze années que le PT a été au pouvoir, le superavit primaire a été satisfaisante.

Une politique fiscale néolibérale, suivant ce diagnostique, est adopté depuis le début de 2015, encore dans le gouvernement Dilma.

Cette politique fiscale équivoquée et une politique de la Banque Centrale de taux d'intérêts très hauts continuent jusqu'à aujourd'hui, et on alourdie la récession ou lieu de la combattre.

Impeachment e gouvernement Temer

L'impeachment a mis à la présidence un politicien de centre, candidat à la vice-présidence deux fois avec Dilma, Michel Temer ;

L'impeachment a été d'une stratégie de Moreira Franco et Temer pour obtenir l'appui de la droite qui venait d'être battue aux élections présidentielles, et, au jour suivant a demandé l'impeachment, d'accord avec le vice traditionnel de le libéralisme brésilien – le « golpismo ».

Le plan, « Uma ponte para o futuro », a été l'instrument pour obtenir le support de la droite.

Le gouvernement Temer a interprété tout cela comme une indication que, au delà des élites économiques, le peuple veut une politique néolibérale.

Je crois que cet est un erreur.

La droite et l'opération Lava Jato ont un but politique centrale :

Mettre en prison Lula, même que ils n'ont pas trouvés de preuves qu'il a été involucre dans la corruption ;

Empêcher que Lula soit candidat à la présidence en 2018.

C'est compréhensible cet concerne.

Lula, en dépit des erreurs qu'il a commis, est un grand leader populaire.

Il n'est pas développementiste, mais est de gauche, et n'a pas se laisser coopté par la droite.

Il n'est pas un révolutionnaire, mais a un compromis avec le peuple, un compromis que les élites brésiliennes et une bonne partie de la classe moyenne ont perdu.